

Union particulière pour la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international (Union de Lisbonne)

Assemblée

Trente-quatrième session (22^e session ordinaire)
Genève, 2 – 11 octobre 2017

RAPPORT

adopté par l'assemblée

1. L'assemblée avait à examiner les points suivants de l'ordre du jour unifié (document A/57/1) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 12, 23, 30 et 31.
2. Le rapport sur ces points, à l'exception du point 23, figure dans le rapport général (document A/57/12).
3. Le rapport sur le point 23 figure dans le présent document.
4. M. João Pina de Morais (Portugal) a été élu président de l'assemblée; M. Reza Dehghani (Iran (République islamique de)) et M. Csaba Baticz (Hongrie) ont été élus vice-présidents.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ

SYSTÈME DE LISBONNE

5. Les délibérations ont eu lieu sur la base des documents LI/A/34/1, LI/A/34/2 et LI/A/34/3.
6. Le président de l'Assemblée de l'Union de Lisbonne a rappelé un certain nombre de faits nouveaux concernant le système de Lisbonne survenus depuis la dernière réunion de l'Assemblée de l'Union de Lisbonne l'année précédente. D'abord, il a indiqué que 37 nouvelles demandes internationales avaient été déposées au titre du système de Lisbonne, dont neuf provenant de République islamique d'Iran, 26 d'Italie, une du Mexique et une de Slovaquie, ce qui portait le nombre total d'enregistrements internationaux selon le système de Lisbonne à 1097, desquelles 991 étaient en vigueur. Suite à cette augmentation, le nombre total d'enregistrements provenant de la République islamique d'Iran était de 41, celui de l'Italie de 168, celui du Mexique de 15 et celui de la Slovaquie de huit. Le président a ensuite indiqué qu'au cours des 10 dernières années, les enregistrements avaient connu une croissance d'environ 26% et que la part des enregistrements d'appellations d'origine en provenance de pays en développement avait doublé sur la même période, passant de 5% en 2007 à 10% en 2017. Il a ajouté que ces chiffres confirmaient l'intérêt renouvelé des membres de l'Union de Lisbonne pour le système. Au sujet des trois documents inscrits à l'ordre du jour, il a fait savoir qu'étant donné qu'ils concernaient deux séries de questions différentes, les deux premiers documents relatifs à la proposition de règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques (ci-après dénommé "règlement d'exécution commun") (documents LI/A/34/1 et LI/A/34/2) seraient traités ensemble, tandis que le troisième document concernant les questions financières (document LI/A/34/3) serait examiné séparément.

Proposition de règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne et proposition de barème des taxes prescrites par le règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne

7. Les délibérations ont eu lieu sur la base des documents LI/A/34/1 et LI/A/34/2.
8. Présentant les deux documents soumis à examen, le Secrétariat a appelé l'attention de l'Assemblée sur certaines erreurs de rédaction concernant le texte du règlement d'exécution commun reproduit à l'annexe I du document LI/A/34/1, à savoir : à la septième ligne de la version anglaise de la règle 7.4)a), le terme "shall" devrait être ajouté devant le mot "notify"; à la troisième ligne de la version anglaise de la règle 7bis.3), l'expression "party of" devrait être remplacée par l'expression "party to"; dans le titre de la règle 7bis dans toutes les versions linguistiques concernées, le terme "date" devrait apparaître au singulier; et dans toutes les versions linguistiques de la règle 25.1), le texte figurant entre crochets devrait être modifié pour indiquer la date de l'entrée en vigueur du règlement d'exécution commun suite à la décision de l'Union de Lisbonne.
9. Au sujet du règlement d'exécution proposé, la délégation de la République islamique d'Iran a salué les efforts entrepris par les membres de l'Union de Lisbonne, le président du Groupe de travail de Lisbonne et le Secrétariat. Elle a estimé que l'adoption du règlement commun d'exécution serait un formidable pas en avant vers une meilleure protection des indications géographiques dans le cadre d'un système international d'enregistrement des titres de propriété intellectuelle, étant donné que ce règlement avait été conçu pour rationaliser le cadre juridique du système de Lisbonne, dans l'intérêt non seulement des administrations compétentes des membres de l'Union de Lisbonne, mais aussi des utilisateurs du système et du Bureau international. Elle a ajouté qu'elle espérait que le règlement d'exécution commun

proposé serait adopté à la présente session, en même temps que la proposition de barème des taxes.

10. La délégation du Portugal a pris note avec satisfaction de l'augmentation des enregistrements internationaux selon l'Arrangement de Lisbonne, en particulier dans les pays en développement. Elle a également salué les résultats obtenus par le groupe de travail dans la mesure où ils lui avaient permis de proposer l'adoption du règlement d'exécution commun en cours d'examen en même temps qu'une proposition de barème des taxes et qu'une clause de sauvegarde, éléments qui contribueraient tous au bon fonctionnement du système de Lisbonne.

11. Au sujet des documents LI/A/34/1 et LI/A/34/2, la délégation de la République tchèque a appuyé l'adoption proposée du règlement d'exécution commun, ainsi que celle du barème des taxes proposé et de la date proposée pour l'entrée en vigueur du règlement d'exécution commun. La délégation estimait que le règlement d'exécution commun proposé simplifierait le cadre juridique du système de Lisbonne au profit des utilisateurs.

12. Après avoir remercié le président du Groupe de travail de Lisbonne pour l'excellent travail réalisé au cours de ses deux dernières sessions, la délégation de la France a estimé que le règlement d'exécution commun proposé constituerait un outil utile et efficace. Par conséquent, elle était favorable à l'adoption du règlement d'exécution commun proposé, tel qu'il figurait dans le document LI/A/34/1. La délégation a également indiqué qu'elle approuvait la date proposée pour l'entrée en vigueur du règlement d'exécution commun ainsi que la proposition de barème des taxes figurant dans le document LI/A/34/2.

13. La délégation de la Hongrie a pris note avec satisfaction des progrès accomplis par le Groupe de travail de Lisbonne au cours des deux dernières années. À cet égard, elle a rappelé que ses propres experts avaient contribué activement aux débats lors des deux dernières réunions du Groupe de travail de Lisbonne. Après avoir remercié le président du Groupe de travail de Lisbonne pour son travail dévoué et ses efforts inlassables au cours des deux dernières années, la délégation a indiqué qu'elle était favorable à l'adoption du règlement d'exécution commun proposé, avec la date d'entrée en vigueur proposée. Elle appuyait également la proposition de barème des taxes, visé à la règle 8.1) du règlement d'exécution commun.

14. S'agissant des deux documents en cours d'examen, la délégation de l'Italie souscrivait aux avis exprimés par les délégations de la République islamique d'Iran, du Portugal, de la France, de la République tchèque et de la Hongrie. Elle était aussi favorable à l'adoption du règlement commun d'exécution proposé, tel qu'il figurait dans le document LI/A/34/1. La délégation a ensuite indiqué qu'elle soutenait également la clause de sauvegarde énoncée à la règle 8.10), qui figurait à l'annexe II du document, ainsi que le barème des taxes proposé dans le document LI/A/34/2.

15. La délégation de la Géorgie a indiqué qu'elle était favorable à l'adoption du règlement d'exécution proposé, ainsi que de la clause de sauvegarde et du barème des taxes proposés.

16. La délégation des États-Unis d'Amérique a indiqué qu'elle avait suivi avec intérêt les travaux du Groupe de travail de Lisbonne. Consciente du fait que l'Union de Lisbonne avait le droit de réviser le règlement d'exécution relatif à l'Arrangement de Lisbonne, elle estimait que l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques (ci-après dénommé "Acte de Genève") était un arrangement différent ayant une portée plus vaste et potentiellement des membres différents. À cet égard, la délégation a aussi souligné que, comme cela était prévu à l'article 22.2a)iii) de l'Acte de Genève, "L'Assemblée [...] modifie le règlement d'exécution", et que conformément à l'article 22.4c), pour les questions relatives à l'Arrangement de Lisbonne ou à l'Acte de Genève, seules les parties contractantes de chacun de ces arrangements pouvaient décider. Par conséquent, la délégation estimait qu'il serait prématuré de décider de ces questions au nom des éventuelles futures parties

contractantes de l'Acte de Genève. En outre, elle a répété qu'il n'était toujours pas évident que l'OMPI soit le cadre approprié pour la prise de décisions relatives à l'Acte de Genève. Après avoir fait remarquer qu'au titre de la Convention instituant l'OMPI, l'Assemblée générale de l'OMPI, l'Assemblée de l'Union de Paris et l'Assemblée de l'Union de Berne pouvaient convenir d'approuver des mesures proposées par le Directeur général pour administrer un nouvel arrangement, la délégation a signalé qu'aucune mesure de la sorte n'avait été proposée, ni adoptée, en ce qui concernait l'Acte de Genève. Elle reconnaissait qu'il y avait un désaccord sur la question de savoir si ces mesures seraient nécessaires, en particulier du fait que les membres de l'Union de Lisbonne avaient fait valoir que la Convention instituant l'OMPI était nécessaire pour fournir les services administratifs des unions particulières établies en relation avec l'Union de Paris. Après avoir rappelé qu'il existait un désaccord fondamental à ce sujet, la délégation a indiqué que, selon elle, les membres de l'Union de Lisbonne pouvaient aisément résoudre ce problème en demandant au Directeur général de proposer des mesures visant à administrer un nouvel arrangement, de manière à laisser l'ensemble des membres de l'OMPI déterminer si l'Acte de Genève devrait être administré par l'OMPI ou non. Tant que l'ensemble des membres de l'Organisation ne soutiendrait pas l'administration de l'Acte de Genève par l'OMPI, la délégation estimait que l'Organisation ne pouvait pas et ne devrait pas s'en charger. De ce fait, l'Acte de Genève n'étant ni en vigueur ni un traité administré par l'OMPI, et les parties contractantes de l'Acte de Genève ayant aussi leur mot à dire au sujet de l'adoption du règlement d'exécution commun proposé, elle a estimé qu'il serait prématuré pour l'Union de Lisbonne de présenter un règlement d'exécution commun à l'Assemblée de l'Union de Lisbonne à l'heure actuelle. L'adoption de ce règlement d'exécution commun reviendrait à tenir pour acquis, à tort, que l'OMPI administrerait effectivement l'Acte de Genève sans qu'un accord de l'ensemble des membres de l'OMPI à ce sujet ait été trouvé. Étant donné que l'administration de l'Acte de Genève impliquerait des dépenses importantes pour l'OMPI, la délégation était d'avis que, tant que les assemblées des États membres de l'OMPI n'accepteraient pas formellement que l'administration de l'Acte de Genève soit confiée à l'OMPI, toute décision de l'Assemblée de l'Union de Lisbonne exigeant l'administration de l'Acte de Genève par l'OMPI dépasserait les prérogatives de cette assemblée. À cet égard, la délégation a rappelé que le Directeur général avait affirmé qu'il ne serait pas approprié que le Secrétariat prenne position sur cette question et qu'il appartenait aux membres de l'OMPI de décider. La délégation souscrivait à cette affirmation et ne pouvait ainsi pas se prononcer en faveur de l'adoption du projet de règlement d'exécution commun examiné. De plus, la délégation s'est dite déçue de voir que l'Union de Lisbonne n'envisageait aucune augmentation de la taxe de dépôt ou de modification, pas plus qu'elle ne semblait songer à percevoir une taxe pour que les enregistrements effectués en vertu de l'Acte de 1967 soient considérés comme des demandes selon l'Acte de Genève. S'agissant de la proposition présentée deux ans plus tôt par le Directeur général en faveur d'une augmentation des taxes de 3350 francs suisses pour une demande internationale et de 1500 francs suisses pour une modification, la délégation ne voyait aucun élément indiquant que cette proposition avait ensuite été examinée. Au contraire, la seule chose qu'elle avait entendue était que l'Union de Lisbonne surveillerait le barème des taxes. La délégation a poursuivi en indiquant qu'elle n'avait observé aucun débat au sujet du montant des revenus que l'Union de Lisbonne devrait percevoir et des taxes qu'elle devrait par conséquent appliquer afin de payer les coûts directs et indirects de l'Union de Lisbonne. Dans le même esprit, la délégation a fait remarquer qu'il n'y avait pas eu de discussions sur le coût de la promotion ou de l'assistance technique ni sur les coûts indirects que l'Union de Lisbonne devrait régler à l'Organisation comme le faisaient les autres unions d'enregistrement. La délégation était d'avis que l'Union de Lisbonne n'avait pas assumé sa part des coûts de l'Organisation et c'était pour cela qu'elle avait demandé de débattre d'une autre méthode de répartition des coûts indirects au sein du Comité du programme et budget (PBC). Ces coûts devaient être pris en compte pour viser un niveau approprié des recettes provenant des taxes de l'Union de Lisbonne, pourtant la délégation n'avait vu aucune discussion à ce sujet. En outre, la délégation a rappelé que les États-Unis d'Amérique avaient demandé, sans jamais l'obtenir, une explication plausible quant à savoir quelle disposition de l'Acte de Genève indiquait que les enregistrements internationaux existants au titre de l'Arrangement de Lisbonne

engendreraient automatiquement des effets de droit en tant qu'enregistrements internationaux en vigueur au titre de l'Acte de Genève, sans qu'il soit nécessaire de déposer une demande internationale distincte et de payer la taxe de dépôt requise. Dans ce contexte, la délégation a signalé que l'article 29.4) de l'Acte de Genève prévoyait que, lorsqu'une nouvelle partie contractante adhère à l'Acte de Genève, elle devait protéger les enregistrements existants effectués en vertu de l'Acte de Genève avant la date d'adhésion, mais il ne précisait pas que ces nouvelles parties contractantes devaient protéger les enregistrements existants effectués en vertu d'arrangements internationaux antérieurs. La délégation a poursuivi en disant que, au titre de la règle 15 du règlement d'exécution commun, une modification était considérée comme étant une demande de changement d'adresse pour le titulaire ou de changement des bénéficiaires autorisés. À cet égard, la délégation a indiqué qu'elle avait d'abord considéré le passage de la taxe de modification de 200 à 500 francs suisses comme une augmentation considérable, jusqu'à ce qu'elle détermine que la raison justifiant la taxe de modification proposée était en fait de faire office de taxe internationale de dépôt à moitié prix pour les membres actuels de l'Union de Lisbonne cherchant à protéger leurs anciennes appellations au titre de l'Acte de Genève. La taxe de modification était censée couvrir les modifications qui devaient être apportées, le cas échéant, aux anciens enregistrements afin de les adapter aux exigences de l'Acte de Genève. À cet égard, la délégation a mis en avant le manque d'équité qu'impliquait une taxe de modification de 500 francs suisses pour les anciens enregistrements, tandis qu'une taxe internationale de dépôt de 1000 francs suisses serait demandée aux nouvelles parties contractantes de l'Acte de Genève. En d'autres termes, toutes les nouvelles parties contractantes de l'Acte de Genève devraient payer l'intégralité de la taxe de dépôt, tandis que les parties contractantes actuelles de l'Arrangement de Lisbonne bénéficieraient d'une réduction de prix importante pour leurs 800 ou 900 enregistrements selon l'Arrangement de Lisbonne ou l'Acte de 1967. La délégation ne voyait aucune disposition de l'Acte de Genève qui autoriserait que les enregistrements internationaux puissent être maintenus au titre de l'Acte de Genève et ne voyait aucune base donnant à certaines parties à l'Acte de Genève la possibilité d'enregistrer un terme en vertu de l'Acte de Genève pour un prix réduit de 500 francs suisses, tandis que les autres membres étaient censés payer plus. La délégation a indiqué que, selon elle, le manque d'équité entre le traitement accordé aux anciens membres de l'Union de Lisbonne et celui réservé aux nouvelles parties contractantes de l'Acte de Genève soulignait l'iniquité que constituait le fait d'autoriser la rédaction d'un nouveau traité par un petit groupe qui avait tout fait pour conserver les dispositions en sa faveur, tout en imputant les coûts plus élevés aux nouvelles parties contractantes de l'Acte de Genève. La délégation a conclu en disant qu'il semblait nécessaire de comptabiliser réellement les coûts directs du fonctionnement du service d'enregistrement du système de Lisbonne. Une telle comptabilisation devrait inclure les coûts directs liés à la fourniture d'une quantité importante d'assistance technique qui serait nécessaire pour mettre en œuvre ces traités difficiles, ainsi que les coûts indirects liés à la participation aux activités de l'Organisation dans son ensemble, afin de déterminer comment faire avancer cette situation de la meilleure manière pour l'OMPI.

17. Après avoir indiqué qu'elle appuyait sans réserve l'adoption du règlement d'exécution commun figurant dans le document LI/A/34/1, la délégation de la République de Moldova a indiqué qu'elle était convaincue qu'avec l'adoption de ce règlement et du barème des taxes correspondant, les parties à l'Acte de Genève ou à l'Arrangement de Lisbonne bénéficieraient au maximum du système. Elle a aussi remercié les membres de l'Union de Lisbonne d'avoir soutenu sa proposition visant à introduire une clause de sauvegarde conformément à la règle 8.10) du règlement d'exécution commun proposé.

18. La délégation de l'Australie a pris acte de la bonne volonté dont avaient fait preuve les membres de l'Union de Lisbonne pour lutter contre le déficit à court terme de l'exercice biennal en cours. En revanche, s'agissant des questions financières à long terme et du barème des taxes proposé, elle a indiqué qu'elle n'était pas convaincue que l'augmentation des taxes d'enregistrement proposée serait suffisante pour permettre au système de Lisbonne de s'autofinancer. Par conséquent, elle encourageait les membres de l'Union de Lisbonne à

rédiger un cadre permanent et solide pour assurer sa viabilité financière et à réfléchir à d'autres mécanismes qui pourraient générer davantage de recettes pour le système de Lisbonne.

19. La délégation de la Géorgie, parlant au nom du groupe des pays d'Europe centrale et des États baltes, a indiqué qu'elle appréciait les travaux menés et les efforts déployés par les membres de l'Union de Lisbonne, tout en reconnaissant les progrès réalisés pour trouver des solutions appropriées en vue de remédier au déficit budgétaire de cette union et d'assurer sa viabilité financière à long terme. Elle a réitéré l'importance de la promotion du système de Lisbonne, y compris de l'Acte de Genève, qui pourrait aider à renforcer le développement des indications géographiques potentielles des parties contractantes.

20. Le représentant du Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI) a signalé une erreur de traduction dans les deux premières lignes de la version française de la règle 5.2)vii) figurant à l'annexe I du document LI/A/34/1, et a par conséquent suggéré que le libellé soit modifié comme suit : "vii) les données servant à identifier l'enregistrement, y compris sa date et, le cas échéant, son numéro, l'acte législatif ou réglementaire, ou la décision judiciaire [...]".

21. La délégation de la France a appuyé la correction proposée par le représentant du CEIPI.

22. Après avoir remercié le Groupe de travail de Lisbonne pour les travaux accomplis au cours des deux dernières années, la délégation de la République populaire démocratique de Corée a déclaré qu'elle appuyait l'adoption du règlement d'exécution commun proposé.

23. Concernant la "Proposition de barème des taxes prescrites par le règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne" (document LI/A/34/2), l'Assemblée de l'Union de Lisbonne :

- i) a examiné la proposition de barème des taxes visées au paragraphe 2 du document LI/A/34/2; et
- ii) a fixé le montant des taxes visées à la règle 8.1) du projet de règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne, comme proposé au paragraphe 2 du document LI/A/34/2.

24. Concernant la "Proposition de règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne" (document LI/A/34/1), l'Assemblée de l'Union de Lisbonne :

- i) a adopté le règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques, reproduit à l'annexe I du document LI/A/34/1, y compris le montant des taxes visées à la règle 8.1), comme proposé au paragraphe 2 du document LI/A/34/2;
- ii) a décidé que l'entrée en vigueur du règlement d'exécution commun coïncidera avec l'entrée en vigueur de l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques; et
- iii) a examiné la proposition de nouvelle règle 8.10) du règlement d'exécution commun ("Sauvegarde de l'Acte de 1967") et est convenue d'incorporer un nouvel alinéa 10 à la règle 8 du règlement d'exécution commun, reproduit à l'annexe II du document LI/A/34/1, sans le texte figurant entre crochets.

25. À toutes fins utiles, l'annexe du présent rapport contient la version du règlement d'exécution commun adoptée par la décision figurant au paragraphe 24 ci-dessus.

Questions financières concernant l'Union de Lisbonne

26. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document LI/A/34/3.

27. Le président a relevé que les subventions versées à ce jour par les membres de l'Union de Lisbonne représentaient un montant total de 1 250 604 francs suisses, laissant prévoir un déficit biennal d'environ 1,5 million de francs suisses. Il a en outre indiqué que, d'après ce qu'il avait compris lors des discussions avec certains membres de l'Union de Lisbonne, des subventions supplémentaires pourraient être versées d'ici la fin de l'année en cours, ce qui signifiait que l'écart entre le montant que les membres de l'Union de Lisbonne avaient déjà versé et le déficit estimé pourrait encore se réduire.

28. La délégation de l'Estonie, parlant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, a réaffirmé que l'Union européenne attachait une grande importance à la protection des noms géographiques des produits de ses États membres en dehors de l'Union européenne dans le cadre du système de Lisbonne. Estimant que la protection des indications géographiques pouvait contribuer à favoriser le développement durable et à protéger le patrimoine culturel et le commerce international de produits spécialisés, l'Union européenne souhaitait que l'Union de Lisbonne soit couronnée de succès et viable et qu'elle attire de nouveaux membres. L'Union européenne et ses États membres appréciaient le travail et les efforts des membres de l'Union de Lisbonne pour combler le déficit de l'exercice biennal en cours au moyen de contributions volontaires, ainsi que l'examen de mesures visant à éviter tout futur déficit budgétaire de l'Union de Lisbonne en vue d'assurer sa viabilité financière à long terme. La délégation se félicitait des nombreuses idées présentées par le Groupe de travail de Lisbonne et prenait acte des progrès réalisés vers l'émergence d'une solution appropriée. Elle a également fait savoir que l'Union européenne et ses États membres étaient convaincus qu'il existait un moyen de soutenir financièrement l'Union de Lisbonne tout en assurant le respect total des principes de longue date de solidarité et d'égalité de traitement dans chaque domaine de la propriété intellectuelle. Selon elle, il était possible de trouver un modèle de financement à long terme pour l'Union de Lisbonne qui assurerait sa viabilité financière tout en étant acceptable pour tous les États membres de l'OMPI. À cet égard, la délégation a souligné l'importance de placer l'Union de Lisbonne sur un pied d'égalité avec l'ensemble des autres unions administrées par l'OMPI. S'agissant d'assurer la viabilité financière à long terme de l'Union de Lisbonne, la délégation a réaffirmé la nécessité d'une promotion solide du système de Lisbonne, y compris de l'Acte de Genève, mettant en avant le potentiel de développement offert par les indications géographiques en vue d'attirer de nouvelles parties contractantes.

29. Concernant les questions financières relatives à l'Union de Lisbonne, la délégation de la Hongrie a rappelé que la viabilité du système de Lisbonne pour la protection mondiale des indications géographiques et des appellations d'origine revêtait une importance capitale pour l'agriculture et l'économie hongroises. Dès lors, la délégation estimait que l'on devait trouver une solution raisonnable et équilibrée afin d'assurer la viabilité financière à long terme du système de Lisbonne. À cet égard, elle a relevé que les membres de l'Union de Lisbonne avaient manifesté un attachement sans faille à remplir la mission qui leur avait été confiée par l'Assemblée de l'Union de Lisbonne en 2015. La délégation a rappelé que beaucoup de membres de l'Union de Lisbonne, dont la Hongrie, avaient versé d'importantes subventions pour tenter d'éliminer le déficit prévu pour l'exercice biennal en cours. Cela avait pu advenir grâce aux décisions sans précédent que les gouvernements concernés avaient prises, ce qui méritait d'être salué. La délégation appuyait la prolongation du mandat du Groupe de travail de Lisbonne afin de poursuivre les débats sur les questions pertinentes, notamment la viabilité à long terme du système de Lisbonne. Elle a toutefois souligné que les difficultés que rencontrait l'Union de Lisbonne ne pouvaient être surmontées que dans un esprit ouvert, confiant et constructif, comme il se devait dans une organisation internationale qui avait toujours fondé son

processus décisionnel sur les principes fondamentaux de solidarité, de confiance et d'égalité de traitement. La délégation était convaincue que toutes les mesures futures concernant le système de Lisbonne devaient respecter le principe de solidarité financière entre les unions et les programmes budgétaires, ainsi que la capacité à payer et la nécessité d'une coopération administrative entre les unions. Ceci était d'autant plus vrai que la situation financière de l'Organisation, qui administrait ces unions, était extrêmement solide. Enfin, la délégation a remercié le Gouvernement de l'Italie pour l'excellente exposition consacrée aux indications géographiques qu'il avait organisée en marge des présentes assemblées. Cet événement avait prouvé, une fois encore, que tradition et qualité allaient de pair et que ces valeurs devaient être protégées par un système d'enregistrement des indications géographiques efficace à l'échelle mondiale.

30. La délégation de la République tchèque a souscrit à la déclaration faite par la délégation de l'Estonie au nom de l'Union européenne et de ses États membres. Concernant la proposition figurant dans le document L/I/A/34/3, la délégation a déclaré qu'elle appuyait pleinement la prolongation du mandat du Groupe de travail de Lisbonne en vue de permettre la poursuite des discussions sur le développement du système de Lisbonne et les solutions visant à assurer sa viabilité financière. Elle s'est félicitée des efforts déployés par les membres de l'Union de Lisbonne pour prendre des mesures visant à combler le déficit budgétaire de l'Union de Lisbonne. Soulignant que la République tchèque avait elle aussi contribué à réduire le déficit actuel en versant une contribution à titre volontaire, la délégation s'est déclarée prête à poursuivre les délibérations sur la viabilité financière à long terme de l'Union de Lisbonne. Selon elle, toute solution qui serait adoptée à cet effet devrait être conforme aux principes et à la méthodologie budgétaires de l'OMPI, ainsi qu'au principe de solidarité entre toutes les unions administrées par l'OMPI. Réaffirmant la nécessité de continuer à promouvoir le système de Lisbonne, la délégation a remercié le Secrétariat d'avoir fait figurer le système de Lisbonne sur le site Web principal de l'OMPI.

31. La délégation de la Nouvelle-Zélande, parlant au nom de l'Australie, a déclaré que l'Australie se félicitait des efforts accomplis par les membres de l'Union de Lisbonne pour remédier au déficit à court terme. Concernant les questions financières à long terme, la délégation n'était pas convaincue qu'une augmentation du nombre d'enregistrements suffirait à mettre le système de Lisbonne sur la voie de l'autonomie financière. Aussi a-t-elle suggéré que des sources de financement supplémentaires pour le système de Lisbonne soient examinées dans le cadre du nouvel Acte de Genève et, dans la mesure du possible, au titre du règlement d'exécution commun. Selon elle, l'introduction de taxes de maintien en vigueur contribuerait à renforcer le système de Lisbonne à l'avenir, tandis que le montant intégral de la taxe applicable aux demandes pour toute nouvelle indication géographique devrait aussi être acquitté pour les indications géographiques déjà enregistrées par les membres actuels de l'Union de Lisbonne, lorsqu'elles étaient notifiées aux nouveaux membres adhérant à l'Acte de Genève. Cette égalité de traitement était particulièrement importante dans le contexte de l'autonomie du système. La délégation était convaincue que toute promotion de systèmes visant à assurer la protection internationale des indications géographiques devait être menée de manière équilibrée dans toutes les instances compétentes et dans le cadre des principaux mécanismes utilisés pour les protéger. Elle estimait que les fonds des États membres de l'OMPI provenant d'autres systèmes d'enregistrement de l'OMPI ne devaient pas servir à promouvoir le système de Lisbonne. Enfin, la délégation a déclaré que l'Australie, ayant à cœur d'assurer la viabilité financière à long terme du système de Lisbonne, pouvait appuyer la prolongation du mandat du Groupe de travail de Lisbonne.

32. La délégation des États-Unis d'Amérique s'est félicitée des efforts déployés par les membres de l'Union de Lisbonne pour permettre une meilleure couverture de ses dépenses, de telle sorte que, finalement, seul un petit prêt serait nécessaire pour l'exercice biennal en cours. Elle a également salué la volonté des membres de l'Union de Lisbonne de continuer à assurer la bonne santé financière de l'Union de Lisbonne. En tant que membres des unions du PCT, de Madrid et de La Haye, les États-Unis d'Amérique étaient favorables à l'égalité de traitement

entre ces unions et celle de Lisbonne, qui générerait des recettes suffisantes pour couvrir ses dépenses et contribuait aux activités de l'Organisation dans son ensemble. La délégation a précisé qu'elle œuvrerait au cours du prochain exercice biennal au sein des systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye pour veiller à ce que les engagements financiers de ces unions soient respectés. Concernant la viabilité financière, la délégation a souligné que l'une des options possibles pour l'Union de Lisbonne serait d'introduire à l'avenir une taxe pour le renouvellement de l'enregistrement international. Une autre solution serait que les États membres de l'Union de Lisbonne envisagent de rouvrir l'Acte de Genève, et il n'était jamais trop tard pour le faire, afin de permettre à l'ensemble des membres de l'OMPI d'y adhérer.

33. Le représentant d'origine a encouragé les membres de l'Union de Lisbonne à trouver une solution à long terme afin d'assurer la viabilité financière du système de Lisbonne, étant donné son importance pour les parties prenantes concernées par les indications géographiques à l'échelle mondiale. Rappelant qu'origine représentait quelque 500 indications géographiques dans le monde, émanant de différents secteurs et pays, il a indiqué qu'il ne s'agissait pas des seules indications géographiques existantes. Le recensement des indications géographiques existantes qui serait publié ces prochaines semaines montrait qu'environ 9000 indications géographiques avaient déjà été reconnues à travers le monde. De toute évidence, les indications géographiques représentaient un important marché et la plupart d'entre elles rencontraient des difficultés pour être reconnues sur les marchés étrangers. Convaincu de l'extrême importance d'un système assurant la reconnaissance et la protection des indications géographiques à l'échelon international, le représentant encourageait les États membres de l'OMPI à s'engager dans la ratification de l'Acte de Genève. Il a également attiré l'attention des délégations sur le fait que la prolifération d'accords bilatéraux relatifs aux indications géographiques, qu'il s'agisse d'accords de libre-échange ou d'arrangements plus spécifiques, était source de confusion sur le plan international car ces accords établissaient des règles différentes, souvent en contradiction avec les traités internationaux en vigueur. Il a ainsi réaffirmé l'importance de disposer d'un système international d'enregistrement et de protection. Évoquant les éléments de flexibilité prévus par l'Arrangement de Lisbonne et l'Acte de Genève, le représentant a insisté sur le fait qu'ils pouvaient tenir compte de différents points de vue et interprétations concernant les indications géographiques ou les appellations d'origine. Il a notamment évoqué la possibilité qui était donnée aux pays de refuser la protection d'une indication géographique ou d'une appellation d'origine particulière.

34. S'agissant des questions financières concernant l'Union de Lisbonne, la délégation du Portugal appuyait pleinement la prolongation proposée du mandat du Groupe de travail de Lisbonne afin de poursuivre les discussions sur la viabilité du système de Lisbonne. Elle a souligné à cet égard les efforts déjà accomplis par les membres de l'Union de Lisbonne dans le cadre des mesures adoptées pour éliminer le déficit prévu pour l'exercice biennal 2016-2017 moyennant le versement de contributions à titre volontaire, qui avaient permis de couvrir la quasi-totalité du déficit actuel. La délégation était convaincue que l'Acte de Genève contribuerait à améliorer la situation financière du système de Lisbonne en attirant de nouveaux membres et en donnant lieu à de nouveaux enregistrements, renforçant de ce fait la viabilité financière du système. Elle a par ailleurs souligné l'importance de favoriser la promotion du système par l'intermédiaire du Secrétariat et des États membres. Enfin, la délégation a réaffirmé sa volonté de continuer à réfléchir aux meilleurs moyens de promouvoir l'utilisation du système de Lisbonne, tout en assurant son bon fonctionnement et sa viabilité financière à long terme.

35. Faisant référence au débat qui avait eu lieu précédemment au sujet du document LI/A/34/2, la délégation de la Suisse a précisé que l'Acte de Genève révisait l'Arrangement de Lisbonne, traité qui était administré par l'OMPI depuis des décennies. Étant donné qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau traité, l'Acte de Genève constituait sans équivoque un traité administré par l'OMPI. Se référant au document LI/A/34/3, la délégation a déclaré qu'elle appréciait les efforts importants consentis par les membres de l'Arrangement de Lisbonne pour contribuer au financement de ce système qui était un des piliers de la gestion globale des titres

de propriété intellectuelle de l'OMPI. Elle a également souligné que le système de Lisbonne, grâce à sa modernisation par l'Acte de Genève, était appelé à prendre une nouvelle ampleur grâce à la participation d'un plus grand nombre de pays dans l'intérêt des producteurs dont l'indication géographique ou l'appellation d'origine constituait le principal capital de propriété intellectuelle, indépendamment du niveau de développement du pays dans lequel ils se trouvaient. Selon la délégation, le système de Lisbonne était donc indispensable car l'économie de régions entières, sur tous les continents, reposait en grande partie, parfois essentiellement, sur la protection adéquate de l'indication géographique ou de l'appellation d'origine qui distingue leur production et incorpore la réputation qui leur confère une place particulière sur le marché global. La délégation a exprimé son souhait que le système de Lisbonne puisse se développer efficacement et remplir les besoins de ses membres. Elle appuyait donc en tant qu'observatrice la prolongation du mandat du Groupe de travail de Lisbonne, nécessaire plateforme d'échanges entre les membres actuels du système de Lisbonne et les pays intéressés à adhérer à l'Acte de Genève.

36. La délégation du Congo a déclaré que l'adoption de l'Acte de Genève en mai 2015 avait constitué un événement très important pour l'Assemblée de l'Union de Lisbonne, pour l'OMPI et pour le Congo en tant que membre de l'Union de Lisbonne. Non seulement l'extension de la protection aux indications géographiques représentait un progrès majeur à l'échelle internationale, mais l'Acte de Genève permettait aussi l'adhésion d'organisations internationales comme l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), dont le Congo était membre également. La délégation a ajouté qu'elle appuyait pleinement toutes les initiatives visant à garantir la viabilité financière du système de Lisbonne. À cet égard, elle était d'avis que les propositions du Groupe de travail de Lisbonne, ainsi que celles présentées par les délégations qui avaient déjà pris la parole, devaient aussi être prises en considération car cet esprit d'ouverture contribuerait à inciter de nouveaux pays à adhérer à l'Acte de Genève. Il en résulterait une augmentation du nombre d'enregistrements et, partant, des recettes financières du système de Lisbonne. La délégation estimait en outre que l'Union de Madrid et l'Union du PCT devaient également participer au financement du système de Lisbonne selon le principe de solidarité entre les unions. Elle a ajouté qu'il ne serait pas judicieux que chaque union fonctionne séparément, oubliant que toutes étaient membres de l'OMPI.

37. La délégation de la Géorgie, parlant au nom du Groupe des pays d'Europe centrale et des États baltes, s'est félicitée du travail et des efforts déployés par les membres de l'Union de Lisbonne et a pris acte des progrès accomplis en vue de trouver des solutions appropriées pour éliminer le déficit budgétaire de l'Union de Lisbonne et assurer sa viabilité financière à long terme. Elle était convaincue qu'une solution adéquate serait trouvée dans le respect des principes de longue date prônant l'égalité de traitement et la solidarité financière entre les unions. Pour conclure, la délégation a réaffirmé combien il était important de promouvoir le système de Lisbonne, y compris l'Acte de Genève, afin de favoriser la création de nouvelles indications géographiques et l'adhésion de nouvelles parties contractantes.

38. L'Assemblée de l'Union de Lisbonne :

- i) a pris note des "Questions financières concernant l'Union de Lisbonne" (document LI/A/34/3); et
- ii) a prolongé le mandat du Groupe de travail de Lisbonne en vue de permettre la poursuite des discussions sur le développement du système de Lisbonne et les solutions visant à assurer sa viabilité financière.

[L'annexe suit]

PROJET DE RÈGLEMENT D'EXÉCUTION COMMUN À L'ARRANGEMENT DE LISBONNE
CONCERNANT LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE ET LEUR
ENREGISTREMENT INTERNATIONAL ET À L'ACTE DE GENÈVE DE L'ARRANGEMENT DE
LISBONNE SUR LES APPELLATIONS D'ORIGINE ET LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Liste des règles

Chapitre premier : Dispositions générales et liminaires

- Règle 1 : Définitions
- Règle 2 : Calcul des délais
- Règle 3 : Langues de travail
- Règle 4 : Administration compétente

Chapitre II : Demande et enregistrement international

- Règle 5 : Conditions relatives à la demande
- Règle 6 : Demandes irrégulières
- Règle 7 : Inscription au registre international
- Règle 7bis : Date de l'enregistrement international selon l'Acte de 1967 et date de ses effets
- Règle 8 : Taxes

Chapitre III : Refus et autres mesures relatives à l'enregistrement international

- Règle 9 : Refus
- Règle 10 : Notification de refus irrégulière
- Règle 11 : Retrait de refus
- Règle 12 : Octroi de la protection
- Règle 13 : Invalidation des effets d'un enregistrement international dans une partie contractante
- Règle 14 : Période de transition accordée à des tiers
- Règle 15 : Modifications
- Règle 16 : Renonciation à la protection
- Règle 17 : Radiation de l'enregistrement international
- Règle 18 : Rectifications apportées au registre international

Chapitre IV : Dispositions diverses

- Règle 19 : Publication
- Règle 20 : Extraits du registre international et autres renseignements fournis par le Bureau international
- Règle 21 : Signature
- Règle 22 : Date d'envoi de diverses communications
- Règle 23 : Modes de notification par le Bureau international
- Règle 24 : Instructions administratives
- Règle 25 : Entrée en vigueur; dispositions transitoires

Chapitre premier Dispositions générales et liminaires

Règle 1 Définitions

- 1) *[Expressions abrégées]* Aux fins du présent règlement d'exécution, et sauf lorsqu'un sens différent est expressément indiqué,
- i) "Acte de Genève" s'entend de l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques du 20 mai 2015;
 - ii) les expressions abrégées utilisées dans le présent règlement d'exécution et qui sont définies aux articles premier et 2.1) de l'Acte de Genève ont le même sens que dans cet Acte;
 - iii) lorsque l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international du 31 octobre 1958 est applicable en lieu et place de l'Acte de 1967, toute mention de l'Acte de 1967 doit être entendue comme se rapportant à l'Arrangement de Lisbonne du 31 octobre 1958;
 - iv) le terme "règle" désigne une règle du présent règlement d'exécution;
 - v) on entend par "instructions administratives" les instructions administratives visées à la règle 24;
 - vi) on entend par "formulaire officiel" un formulaire établi par le Bureau international;
 - vii) "communication" s'entend de toute demande ou de toute requête, déclaration, notification, invitation ou information relative ou jointe à une demande internationale ou à un enregistrement international qui est adressée à une administration compétente, au Bureau international ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte;
 - viii) "demande régie par l'Acte de 1967" s'entend d'une demande qui est déposée en vertu de l'Acte de 1967 lorsque les relations mutuelles des parties contractantes concernées sont régies par l'Acte de 1967;
 - ix) "demande régie par l'Acte de Genève" s'entend d'une demande qui est déposée en vertu de l'Acte de Genève lorsque les relations mutuelles des parties contractantes concernées sont régies par l'Acte de Genève;
 - x) "refus" s'entend de la déclaration visée à l'article 5.3) de l'Acte de 1967 ou à l'article 15 de l'Acte de Genève.

- 2)¹ *[Correspondance entre certaines expressions utilisées dans l'Acte de 1967 et l'Acte de Genève]* Aux fins du présent règlement d'exécution,
- i) le terme "partie contractante" est réputé inclure, le cas échéant, le terme "pays" utilisé dans l'Acte de 1967;
 - ii) le terme "partie contractante d'origine" est réputé inclure, le cas échéant, le terme "pays d'origine" utilisé dans l'Acte de 1967;
 - iii) le terme "publication" figurant à la règle 19 est réputé inclure, le cas échéant, une publication dans le recueil périodique visé à l'article 5.2) de l'Acte de 1967, quel que soit le support utilisé pour sa publication.

¹ Dans la version anglaise, le terme "good" est réputé inclure, le cas échéant, le terme "product" utilisé dans l'Acte de 1967.

Règle 2

Calcul des délais

- 1) *[Délais exprimés en années]* Tout délai exprimé en années expire dans l'année subséquente le même jour du même mois que l'événement qui fait courir le délai; toutefois, si l'événement s'est produit un 29 février, le délai expire le 28 février de l'année subséquente.
- 2) *[Délais exprimés en mois]* Tout délai exprimé en mois expire dans le mois subséquent le même jour que le jour de l'événement qui fait courir le délai; toutefois, si le mois subséquent à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai expire le dernier jour de ce mois.
- 3) *[Expiration d'un délai un jour non ouvrable pour le Bureau international ou pour une administration compétente]* Si un délai applicable au Bureau international ou à une administration compétente expire un jour non ouvrable pour le Bureau international ou pour une administration compétente, ce délai, nonobstant les alinéas 1) et 2), expire pour le Bureau international ou l'administration compétente, selon le cas, le premier jour ouvrable subséquent.

Règle 3

Langues de travail

- 1) *[Demande]* La demande doit être rédigée en français, en anglais ou en espagnol.
- 2) *[Communications postérieures à la demande]* Toute communication relative à une demande ou à un enregistrement international doit être rédigée en français, en anglais ou en espagnol, au choix de l'administration compétente concernée ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, au choix des bénéficiaires ou de la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte. Les traductions nécessaires aux fins de ces procédures sont établies par le Bureau international.
- 3) *[Inscriptions au registre international et publication]* Les inscriptions au registre international et la publication de ces inscriptions par le Bureau international sont faites en français, en anglais et en espagnol. Les traductions nécessaires à ces fins sont établies par le Bureau international. Toutefois, le Bureau international ne traduit pas l'appellation d'origine ou l'indication géographique.
- 4) *[Translittération de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique]* Lorsque la demande contient une translittération de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique conformément à la règle 5.2)b), le Bureau international n'en vérifie pas l'exactitude.
- 5) *[Traductions de l'appellation d'origine dans les demandes régies par l'Acte de 1967]* Lorsqu'une demande régie par l'Acte de 1967 contient une ou plusieurs traductions de l'appellation d'origine, conformément à la règle 5.6)v), le Bureau international n'en vérifie pas l'exactitude.

Règle 4 Administration compétente

- 1) *[Notification au Bureau international]* Chaque partie contractante notifie au Bureau international le nom et les coordonnées de son administration compétente, à savoir l'administration qu'elle a désignée pour présenter les demandes et les autres communications au Bureau international et pour recevoir les communications du Bureau international.
- 2) *[Administration unique ou administrations différentes]* La notification visée à l'alinéa 1) indique, de préférence, une seule administration compétente. Lorsqu'une partie contractante notifie différentes administrations compétentes, cette notification indique clairement leurs compétences respectives à l'égard de la présentation des demandes et des autres communications au Bureau international et de la réception des communications du Bureau international.
- 3) *[Informations relatives aux procédures applicables]* L'administration compétente communique les informations relatives aux procédures applicables sur son territoire concernant la contestation et l'application des droits sur les appellations d'origine et les indications géographiques.
- 4) *[Modifications]* Les parties contractantes notifient au Bureau international toute modification des données visées aux alinéas 1) et 3). Toutefois, le Bureau international peut prendre connaissance d'office d'une modification en l'absence de notification lorsqu'il dispose d'indications claires selon lesquelles une telle modification est intervenue.

Chapitre II **Demande et enregistrement international**

Règle 5 Conditions relatives à la demande

- 1) *[Dépôt]* La demande internationale doit être déposée auprès du Bureau international sur le formulaire officiel prévu à cet effet et doit être signée par l'administration compétente qui la présente ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, par les bénéficiaires ou la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte.
- 2) *[Demande – Contenu obligatoire]* a) La demande indique :
 - i) la partie contractante d'origine;
 - ii) l'administration compétente qui présente la demande ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, les coordonnées des bénéficiaires ou de la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte;
 - iii) les bénéficiaires, désignés de façon collective ou, si une désignation collective est impossible, de façon nominative, ou, dans le cas d'une demande régie par l'Acte de Genève, la personne physique ou morale habilitée en vertu de la législation de la partie contractante d'origine à revendiquer les droits des bénéficiaires ou d'autres droits relatifs à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique;

iv) l'appellation d'origine ou l'indication géographique dont l'enregistrement est demandé, dans la langue officielle de la partie contractante d'origine ou, si la partie contractante d'origine a plusieurs langues officielles, dans la ou les langues officielles dans lesquelles l'appellation d'origine ou l'indication géographique figure dans l'enregistrement, l'acte ou la décision en vertu duquel la protection est accordée dans la partie contractante d'origine²;

v) le produit ou les produits auxquels s'applique cette appellation d'origine ou cette indication géographique, aussi précisément que possible;

vi) l'aire géographique de production ou l'aire géographique d'origine du ou des produits;

vii) les données servant à identifier l'enregistrement, y compris sa date et, le cas échéant, son numéro, l'acte législatif ou réglementaire ou la décision judiciaire ou administrative en vertu duquel la protection est accordée à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique dans la partie contractante d'origine.

b) Lorsqu'ils ne sont pas en caractères latins, la demande doit comporter une translittération du nom des bénéficiaires ou de la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de l'Acte de Genève, de l'aire géographique de production ou de l'aire géographique d'origine et de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique dont l'enregistrement est demandé. La translittération doit suivre la phonétique de la langue de la demande².

c) La demande doit être accompagnée de la taxe d'enregistrement et de toutes autres taxes prescrites à la règle 8.

3) *[Demande régie par l'Acte de Genève – Données concernant la qualité, la notoriété ou d'autres caractères]* a) Dans la mesure où une partie contractante de l'Acte de Genève exige, pour qu'une appellation d'origine ou indication géographique enregistrée soit protégée sur son territoire, que la demande régie par l'Acte de Genève indique aussi des données concernant, dans le cas d'une appellation d'origine, la qualité ou les caractères du produit et le lien existant avec le milieu géographique de l'aire géographique de production et, dans le cas d'une indication géographique, la qualité, la notoriété ou d'autres caractères du produit et le lien existant avec l'aire géographique d'origine, elle doit notifier cette exigence au Directeur général.

b) Pour que cette condition soit remplie, les données visées au sous-alinéa a) doivent être fournies dans une langue de travail, mais elles ne sont pas traduites par le Bureau international.

c) Toute demande qui n'est pas conforme à une exigence notifiée par une partie contractante en application du sous-alinéa a) a pour effet, sous réserve de la règle 6, qu'il est renoncé à la protection à l'égard de cette partie contractante.

4) *[Demande régie par l'Acte de Genève – Signature ou intention d'utilisation]* a) Dans la mesure où une partie contractante de l'Acte de Genève exige, pour qu'une appellation d'origine ou indication géographique enregistrée soit protégée, que la demande régie par l'Acte de Genève soit signée par une personne habilitée à revendiquer les droits conférés par cette protection, elle doit notifier cette exigence au Directeur général.

b) Dans la mesure où une partie contractante exige, pour qu'une appellation d'origine ou indication géographique enregistrée soit protégée, que la demande régie par l'Acte de Genève soit accompagnée d'une déclaration d'intention d'utiliser l'appellation d'origine ou indication géographique enregistrée sur son territoire ou d'une déclaration d'intention d'exercer un contrôle sur l'utilisation par d'autres de l'appellation d'origine ou indication géographique enregistrée sur son territoire, elle doit notifier cette exigence au Directeur général.

c) Toute demande régie par l'Acte de Genève qui n'est pas signée conformément au sous-alinéa a) ou qui n'est pas accompagnée d'une déclaration indiquée au sous-alinéa b) a pour effet, sous réserve de la règle 6, qu'il est renoncé à la protection à l'égard de la partie contractante exigeant cette signature ou cette déclaration et qui l'a notifié conformément au sous-alinéa a) ou b).

² L'application de la règle 5.2)a)iv) et de la règle 5.2)b) est subordonnée aux dispositions de la règle 3.3) et 4).

5) *[Demande régie par l'Acte de Genève – Protection non revendiquée sur certains éléments de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique]* La demande régie par l'Acte de Genève indique si, à la connaissance du déposant, l'enregistrement, l'acte législatif ou réglementaire ou la décision judiciaire ou administrative en vertu duquel la protection est accordée à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique dans la partie contractante d'origine précise ou non que la protection n'est pas accordée sur certains éléments de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique. Ces éléments sont indiqués dans la demande dans une langue de travail et dans la ou les langues officielles de la partie contractante d'origine visées à l'alinéa 2)a)iv), avec toute translittération visée à l'alinéa 2)b).

6) *[Demande – Contenu facultatif]* a) La demande peut indiquer ou contenir :

- i) l'adresse des bénéficiaires ou, dans le cas d'une demande régie par l'Acte de Genève, et sans préjudice de l'alinéa 2)a)ii), de la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte;
- ii) une déclaration selon laquelle il est renoncé à la protection dans une ou plusieurs parties contractantes;
- iii) une copie en langue originale de l'enregistrement, de l'acte législatif ou réglementaire ou de la décision judiciaire ou administrative en vertu duquel la protection est accordée à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique dans la partie contractante d'origine;
- iv) une déclaration à l'effet que la protection n'est pas revendiquée sur certains éléments de l'appellation d'origine en ce qui concerne les demandes régies par l'Acte de 1967, ou sur certains éléments, autres que ceux visés à l'alinéa 5), de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique en ce qui concerne les demandes régies par l'Acte de Genève;
- v) une ou plusieurs traductions de l'appellation d'origine, dans autant de langues que l'administration compétente du pays d'origine le souhaite en ce qui concerne les demandes régies par l'Acte de 1967;
- vi) toute autre information que l'administration compétente de la partie contractante d'origine qui est partie à l'Acte de 1967 souhaite fournir au sujet de la protection accordée à l'appellation d'origine dans ce pays, telle que des données supplémentaires concernant l'aire de production du produit et une description du lien existant entre la qualité ou les caractères du produit et son milieu géographique.

b) Nonobstant la règle 3.3), les données visées au sous-alinéa a)i) et vi) ne sont pas traduites par le Bureau international.

Règle 6

Demandes irrégulières

1) *[Examen de la demande et correction des irrégularités]* a) Sous réserve de l'alinéa 2), si le Bureau international constate que la demande ne remplit pas les conditions fixées à la règle 3.1) ou à la règle 5, il sursoit à l'enregistrement et invite l'administration compétente ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, les bénéficiaires ou la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte, à remédier à l'irrégularité constatée dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle a été envoyée cette invitation.

b) Si l'irrégularité constatée n'a pas été corrigée dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation visée au sous-alinéa a), le Bureau international envoie une communication rappelant son invitation. L'envoi d'une telle communication n'a pas d'incidence sur le délai de trois mois visé au sous-alinéa a).

c) Si la correction de l'irrégularité n'est pas reçue par le Bureau international dans le délai de trois mois visé au sous-alinéa a), la demande est, sous réserve de l'alinéa d), rejetée par le Bureau international qui en informe l'administration compétente ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, les bénéficiaires ou la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi que l'administration compétente.

d) Dans le cas d'une irrégularité concernant une exigence fondée sur une notification faite en vertu de la règle 5.3) ou 4), ou sur une déclaration faite en vertu de l'article 7.4) de l'Acte de Genève, si la correction de l'irrégularité n'est pas reçue par le Bureau international dans le délai de trois mois visé au sous-alinéa a), il est considéré qu'il est renoncé à la protection résultant de l'enregistrement international dans la partie contractante qui a fait la notification ou la déclaration.

e) Lorsque, conformément au sous-alinéa c), la demande est rejetée, le Bureau international rembourse les taxes payées pour cette demande, après déduction d'un montant correspondant à la moitié de la taxe d'enregistrement visée à la règle 8.

2) *[Demande non considérée comme telle]* Si la demande n'est pas déposée par l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, par les bénéficiaires ou la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte, elle n'est pas considérée comme telle par le Bureau international et est renvoyée à l'expéditeur.

Règle 7

Inscription au registre international

1) *[Enregistrement]* a) Lorsque le Bureau international constate que la demande remplit les conditions fixées aux règles 3.1) et 5, il inscrit l'appellation d'origine ou l'indication géographique au registre international.

b) Le Bureau international indique pour chaque partie contractante si l'enregistrement international est régi par l'Acte de Genève ou par l'Arrangement de Lisbonne du 31 octobre 1958 ou l'Acte de 1967.

2) *[Contenu de l'enregistrement]* L'enregistrement international contient ou indique :

- i) toutes les données figurant dans la demande;
- ii) la langue dans laquelle le Bureau international a reçu la demande;
- iii) le numéro de l'enregistrement international;
- iv) la date de l'enregistrement international.

3) *[Certificat et notification]* Le Bureau international

i) adresse un certificat d'enregistrement international à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte qui ont demandé cet enregistrement; et

ii) notifie ledit enregistrement international à l'administration compétente de chaque partie contractante.

4) *[Application des articles 29.4) et 31.1) de l'Acte de Genève]* a) En cas de ratification de l'Acte de Genève par un État partie à l'Acte de 1967, ou d'adhésion de cet État à l'Acte de Genève, la règle 5.2) à 4) s'applique *mutatis mutandis* en ce qui concerne les enregistrements internationaux ou appellations d'origine en vigueur au titre de l'Acte de 1967 à l'égard de cet État. Le Bureau international vérifie auprès de l'administration compétente concernée toutes les modifications à apporter, compte tenu des conditions prescrites aux règles 3.1) et 5.2) à 4), en vue de leur enregistrement au titre de l'Acte de Genève et notifie les enregistrements internationaux ainsi effectués à toutes les autres parties contractantes qui sont parties à l'Acte de Genève. Les modifications donnent lieu au paiement de la taxe visée à la règle 8.1)ii).

b) Tout refus ou invalidation émis par une partie contractante de l'Acte de Genève et de l'Acte de 1967 reste en vigueur au titre de l'Acte de Genève à l'égard d'un enregistrement international visé au sous-alinéa a), sauf si la partie contractante notifie un retrait de refus en vertu de l'article 16 de l'Acte de Genève ou une déclaration d'octroi de la protection en vertu de l'article 18 de l'Acte de Genève.

c) Lorsque le sous-alinéa b) n'est pas applicable, toute partie contractante de l'Acte de Genève et de l'Acte de 1967 doit, à la réception de la notification visée au sous-alinéa a), continuer de protéger l'appellation d'origine concernée également en vertu de l'Acte de Genève, sauf indication contraire de la partie contractante dans le délai prévu à l'article 5.3) de l'Acte de 1967, et à l'article 15.1) de l'Acte de Genève pour le reste de sa durée de validité. Tout délai accordé en vertu de l'article 5.6) de l'Acte de 1967, encore en vigueur au moment où la notification visée au sous-alinéa a) est reçue, est régi par les dispositions de l'article 17 de l'Acte de Genève pour le reste de sa durée de validité.

d) L'administration compétente d'une partie contractante de l'Acte de Genève mais pas de l'Acte de 1967 qui reçoit une notification visée au sous-alinéa a) peut, conformément à l'article 15 de l'Acte de Genève, notifier au Bureau international le refus des effets de l'un quelconque de ces enregistrements internationaux sur son territoire. Le refus est adressé au Bureau international par cette administration compétente dans le délai prescrit à la règle 9.1)b) et c). Les règles 6.1)d) et 9) à 12) s'appliquent *mutatis mutandis*.

Règle 7bis

Date de l'enregistrement international selon l'Acte de 1967 et date de ses effets

1) *[Date de l'enregistrement international]* a) Sous réserve du sous-alinéa b), la date de l'enregistrement international pour une demande déposée en vertu de l'Acte de 1967 est la date à laquelle cette demande a été reçue par le Bureau international.

b) Lorsque la demande ne contient pas toutes les données suivantes :

- i) l'indication de la partie contractante d'origine;
- ii) l'indication de l'administration compétente qui présente la demande;
- iii) les données servant à identifier les bénéficiaires;
- iv) l'appellation d'origine dont l'enregistrement international est requis;
- v) l'indication du ou des produits auxquels s'applique l'appellation d'origine;

la date de l'enregistrement international est la date à laquelle la dernière des données faisant défaut est reçue par le Bureau international.

2) *[Date des effets d'un enregistrement international]* a) Sous réserve du sous-alinéa b) et de l'alinéa 3), une appellation d'origine qui fait l'objet d'un enregistrement international effectué en vertu de l'Acte de 1967 est protégée, dans chaque partie contractante de l'Acte de 1967 qui n'a pas refusé conformément à l'article 5.3) de l'Acte de 1967 la protection de l'appellation d'origine ou qui a envoyé au Bureau international une déclaration d'octroi de la protection conformément à la règle 12, à compter de la date de l'enregistrement international.

b) Toute partie contractante de l'Acte de 1967 peut, dans une déclaration, notifier au Directeur général que, conformément à sa législation, une appellation d'origine enregistrée visée au sous-alinéa a) est protégée à compter d'une date qui est mentionnée dans la déclaration, cette date ne pouvant toutefois être postérieure à la date d'expiration du délai d'une année visé à l'article 5.3) de l'Acte de 1967.

3) *[Date des effets d'un enregistrement international après l'adhésion à l'Acte de Genève]* Suite à la ratification de l'Acte de Genève, ou à l'adhésion à l'Acte de Genève, d'une partie contractante d'origine qui est partie à l'Acte de 1967, une appellation d'origine qui fait l'objet d'un enregistrement international effectué selon l'Acte de 1967 est protégée dans chaque partie contractante qui est partie à l'Acte de Genève mais pas à l'Acte de 1967 et qui n'a pas refusé la protection conformément à l'article 15 de l'Acte de Genève ou qui a envoyé au Bureau international une déclaration d'octroi de la protection conformément à l'article 18 de l'Acte de Genève, et en l'absence de toute irrégularité visée à la règle 6.1)d), à compter de la date à laquelle la ratification de l'Acte de Genève ou l'adhésion à l'Acte de Genève par la partie contractante d'origine prend effet, sous réserve de l'article 6.5)b) de l'Acte de Genève.

Règle 8 Taxes

1) *[Montant des taxes]* Le Bureau international perçoit les taxes suivantes, payables en francs suisses :

i)	taxe d'enregistrement international	1000
ii)	taxe pour chaque modification d'un enregistrement international	500
iii)	taxe pour la fourniture d'un extrait du registre international	150
iv)	taxe pour la fourniture d'une attestation ou de tout autre renseignement par écrit sur le contenu du registre international	100
v)	taxes individuelles visées à l'alinéa 2).	

2) *[Établissement du montant des taxes individuelles pour les demandes régies par l'Acte de Genève]* a) Lorsqu'une partie contractante de l'Acte de Genève fait une déclaration visée à l'article 7.4 de l'Acte de Genève selon laquelle elle souhaite recevoir la taxe individuelle prévue dans cette disposition en relation avec une demande régie par l'Acte de Genève, elle indique le montant de cette taxe exprimé dans la monnaie utilisée par l'administration compétente.

b) Lorsque, dans la déclaration visée au sous-alinéa a), la taxe est indiquée dans une monnaie autre que la monnaie suisse, le Directeur général établit le montant de la taxe en monnaie suisse, après consultation de l'administration compétente de la partie contractante, sur la base du taux de change officiel des Nations Unies.

c) Lorsque, pendant plus de trois mois consécutifs, le taux de change officiel des Nations Unies entre la monnaie suisse et la monnaie dans laquelle le montant d'une taxe individuelle a été indiqué par une partie contractante est supérieur ou inférieur d'au moins 5% au dernier taux de change appliqué pour la détermination du montant de la taxe en monnaie suisse, l'administration compétente de cette partie contractante peut demander au Directeur général d'établir un nouveau montant de la taxe en monnaie suisse sur la base du taux de change officiel des Nations Unies applicable le jour précédant celui où cette demande est faite. Le Directeur général prend les dispositions nécessaires à cet effet. Le nouveau montant est applicable à partir de la date fixée par le Directeur général, étant entendu que cette date est située au plus tôt un mois et au plus tard deux mois après la date de la publication dudit montant sur le site Internet de l'Organisation.

d) Lorsque, pendant plus de trois mois consécutifs, le taux de change officiel des Nations Unies entre la monnaie suisse et la monnaie dans laquelle le montant d'une taxe individuelle a été indiqué par une partie contractante est inférieur d'au moins 10% au dernier taux de change appliqué pour la détermination du montant de la taxe en monnaie suisse, le Directeur général établit un nouveau montant de la taxe en monnaie suisse, sur la base du taux de change officiel des Nations Unies applicable. Le nouveau montant est applicable à partir de la date fixée par le Directeur général, étant entendu que cette date est située au plus tôt un mois et au plus tard deux mois après la date de la publication dudit montant sur le site Internet de l'Organisation.

3) *[Inscription du montant des taxes individuelles pour les demandes régies par l'Acte de Genève au crédit des parties contractantes concernées qui sont parties à l'Acte de Genève]* Toute taxe individuelle payée au Bureau international à l'égard d'une partie contractante de l'Acte de Genève est créditée sur le compte de cette partie contractante auprès du Bureau international au cours du mois qui suit celui de l'inscription de l'enregistrement international pour lequel cette taxe a été payée.

4) *[Obligation d'utiliser la monnaie suisse]* Tous les paiements adressés au Bureau international en application du présent règlement d'exécution doivent être effectués en monnaie suisse nonobstant le fait que, si les taxes sont payées par l'intermédiaire d'une administration compétente, cette administration compétente a pu les percevoir dans une autre monnaie.

- 5) *[Paiement]* a) Sous réserve du sous-alinéa b), les taxes sont payées directement au Bureau international.
b) Les taxes qui doivent être payées en relation avec une demande peuvent l'être par l'intermédiaire de l'administration compétente si cette dernière accepte de les percevoir et de les transférer et que les bénéficiaires le souhaitent. Toute administration compétente qui accepte de percevoir et de transférer lesdites taxes notifie ce fait au Directeur général.
- 6) *[Modes de paiement]* Les taxes sont payées au Bureau international conformément aux instructions administratives.
- 7) *[Indications accompagnant le paiement]* Lors du paiement d'une taxe au Bureau international, il y a lieu d'indiquer l'appellation d'origine ou l'indication géographique concernée et l'objet du paiement.
- 8) *[Date du paiement]* a) Sous réserve du sous-alinéa b), une taxe est réputée payée au Bureau international le jour où le Bureau international reçoit le montant requis.
b) Lorsque le montant requis est disponible sur un compte ouvert auprès du Bureau international et que le Bureau a reçu du titulaire du compte l'instruction d'opérer un prélèvement, la taxe est réputée payée au Bureau international le jour où le Bureau international reçoit une demande ou une demande d'inscription d'une modification.
- 9) *[Modification du montant des taxes]* Lorsque le montant d'une taxe est modifié, le montant applicable est celui qui était en vigueur à la date à laquelle la taxe a été reçue par le Bureau international.
- 10) *[Sauvegarde de l'Acte de 1967]* a) Nonobstant l'alinéa 1)v), une déclaration faite en vertu de l'article 7.4) de l'Acte de Genève par une partie contractante de l'Acte de Genève et de l'Acte de 1967 est sans effet sur les relations avec une autre partie contractante qui est partie à l'Acte de Genève et à l'Acte de 1967.
b) L'Assemblée peut, à la majorité des trois quarts, abroger le sous-alinéa a) ou restreindre la portée du sous-alinéa a). Seules les parties contractantes de l'Acte de Genève et de l'Acte de 1967 ont le droit de vote.

Chapitre III

Refus et autres mesures relatives à l'enregistrement international

Règle 9

Refus

- 1) *[Notification au Bureau international]* a) Tout refus doit être notifié au Bureau international par l'administration compétente de la partie contractante concernée et doit être signé par cette administration compétente.
b) Ce refus doit être notifié dans un délai d'une année à compter de la réception de la notification de l'enregistrement international visée à l'article 5.2) de l'Acte de 1967 ou à l'article 6.4) de l'Acte de Genève. Dans le cas visé à l'article 29.4) de l'Acte de Genève, ce délai peut être prolongé d'une année.
c) Sauf preuve du contraire de la part de l'administration compétente visée au sous-alinéa a), la notification d'un enregistrement international est réputée avoir été reçue par l'administration compétente 20 jours après la date indiquée sur la notification.

- 2) *[Contenu de la notification de refus]* La notification de refus doit indiquer ou contenir :
- i) l'administration compétente notifiant le refus;
 - ii) le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique;
 - iii) les motifs sur lesquels le refus est fondé;
 - iv) lorsque le refus est fondé sur l'existence d'un droit antérieur, les données essentielles concernant ce droit antérieur et, notamment, s'il s'agit d'une demande ou d'un enregistrement national, régional ou international de marque, la date et le numéro de cette demande ou de cet enregistrement, la date de priorité (le cas échéant), le nom et l'adresse du titulaire, une reproduction de la marque, ainsi que la liste des produits et services pertinents figurant dans la demande ou l'enregistrement de cette marque, étant entendu que ladite liste peut être présentée dans la langue de ladite demande ou dudit enregistrement;
 - v) lorsque le refus ne concerne que certains éléments de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique, une indication des éléments qu'il concerne;
 - vi) les recours judiciaires ou administratifs disponibles pour contester le refus ainsi que les délais de recours applicables.

3) *[Inscription au registre international et notification par le Bureau international]* Sous réserve de la règle 10.1), le Bureau international inscrit au registre international tout refus, avec une indication de la date à laquelle la notification de refus a été adressée au Bureau international, et communique une copie de cette notification de refus à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine.

Règle 10

Notification de refus irrégulière

- 1) *[Notification de refus non considérée comme telle]* a) Une notification de refus n'est pas considérée comme telle par le Bureau international :
- i) si elle n'indique pas le numéro de l'enregistrement international concerné, à moins que d'autres indications figurant dans la notification permettent d'identifier sans ambiguïté cet enregistrement;
 - ii) si elle n'indique aucun motif de refus;
 - iii) si elle est adressée au Bureau international après l'expiration du délai applicable mentionné à la règle 9.1);
 - iv) si elle n'est pas notifiée au Bureau international par l'administration compétente.
- b) Lorsque le sous-alinéa a) s'applique, le Bureau international informe l'administration compétente qui a soumis la notification de refus que le refus n'est pas considéré comme tel par le Bureau international et qu'il n'a pas été inscrit au registre international, en indique les raisons et, sauf s'il ne peut pas identifier l'enregistrement international en cause, communique une copie de la notification de refus à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine.

2) *[Notification irrégulière]* Si la notification de refus contient une irrégularité autre que celles visées à l'alinéa 1), le Bureau international inscrit néanmoins le refus au registre international et communique une copie de la notification de refus à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires et à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine. À la demande de cette administration compétente ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, des bénéficiaires ou de la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte, le Bureau international invite l'administration compétente qui a soumis la notification de refus à régulariser la notification sans délai.

Règle 11 Retrait de refus

1) *[Notification au Bureau international]* Tout refus peut être retiré, partiellement ou totalement, en tout temps par l'administration compétente qui l'a notifié. Le retrait d'un refus doit être notifié au Bureau international par l'administration compétente concernée et doit être signé par cette administration.

2) *[Contenu de la notification]* La notification de retrait d'un refus indique :

- i) le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique;
- ii) le motif du retrait et, en cas de retrait partiel, les données mentionnées à la règle 9.2)v);
- iii) la date à laquelle le refus a été retiré.

3) *[Inscription au registre international et notification du Bureau international]* Le Bureau international inscrit au registre international tout retrait visé à l'alinéa 1) et communique une copie de la notification du retrait à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine.

Règle 12 Octroi de la protection

1) *[Déclaration facultative d'octroi de la protection]* a) L'administration compétente d'une partie contractante qui ne refuse pas les effets d'un enregistrement international peut, dans le délai visé à la règle 9.1), envoyer au Bureau international une déclaration confirmant que la protection est accordée à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique qui fait l'objet d'un enregistrement international.

b) La déclaration d'octroi de la protection doit indiquer :

- i) l'administration compétente de la partie contractante qui fait la déclaration;
- ii) le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique; et
- iii) la date de la déclaration.

2) *[Déclaration facultative d'octroi de la protection faisant suite à un refus]* a) Lorsque l'administration compétente d'une partie contractante qui a précédemment soumis une notification de refus souhaite retirer ce refus, elle peut, au lieu de notifier le retrait du refus conformément à la règle 11.1), envoyer au Bureau international une déclaration à l'effet que la protection est accordée à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique concernée.

- b) La déclaration d'octroi de la protection doit indiquer :
- i) l'administration compétente de la partie contractante qui fait la déclaration;
 - ii) le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique;
 - iii) le motif du retrait et, en cas d'octroi de la protection correspondant à un retrait partiel de refus, les données mentionnées à la règle 9.2)v); et
 - iv) la date à laquelle la protection a été accordée.

3) *[Inscription au registre international et notification du Bureau international]* Le Bureau international inscrit au registre international toute déclaration d'octroi de la protection visée à l'alinéa 1) ou 2) et communique une copie de cette déclaration à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine.

Règle 13

Invalidation des effets d'un enregistrement international dans une partie contractante

1) *[Notification d'invalidation au Bureau international]* Lorsque les effets d'un enregistrement international sont invalidés, totalement ou partiellement, dans une partie contractante et que l'invalidation n'est plus susceptible de recours, l'administration compétente de la partie contractante concernée transmet au Bureau international une notification d'invalidation. La notification indique ou contient :

- i) le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique;
- ii) l'autorité qui a prononcé l'invalidation;
- iii) la date à laquelle l'invalidation a été prononcée;
- iv) lorsque l'invalidation est partielle, les données mentionnées à la règle 9.2)v);
- v) les motifs sur la base desquels l'invalidation a été prononcée;
- vi) une copie de la décision ayant invalidé les effets de l'enregistrement international.

2) *[Inscription au registre international et notification du Bureau international]* Le Bureau international inscrit l'invalidation au registre international avec les données visées aux points i) à v) de l'alinéa 1) et communique une copie de cette notification à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine.

Règle 14

Période de transition accordée à des tiers

1) *[Notification au Bureau international]* Lorsqu'un tiers s'est vu accorder un délai défini dans une partie contractante pour mettre fin à l'utilisation d'une appellation d'origine enregistrée ou d'une indication géographique enregistrée, conformément à l'article 5.6) de l'Acte de 1967 ou à l'article 17.1) de l'Acte de Genève, l'administration compétente de cette partie contractante notifie ce fait au Bureau international. La notification doit être signée par ladite administration et indiquer :

- i) le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique;
- ii) l'identité du tiers concerné;
- iii) le délai accordé au tiers, assorti de préférence d'informations concernant la portée de l'utilisation pendant la période de transition;
- iv) la date à compter de laquelle le délai défini commence à courir, étant entendu que cette date ne peut dépasser une année et trois mois à compter de la réception de la notification de l'enregistrement international visée à l'article 5.2) de l'Acte de 1967 ou à l'article 6.4) de l'Acte de Genève et, dans le cas visé à l'article 29.4) de l'Acte de Genève, deux années et trois mois à compter de la réception de cette notification.

2) *[Durée du délai visé à l'article 17 de l'Acte de Genève]* La durée du délai accordé à un tiers en vertu de l'article 17 de l'Acte de Genève ne doit pas être supérieure à 15 ans, étant entendu que le délai peut dépendre de chaque cas d'espèce et qu'un délai supérieur à 10 ans serait exceptionnel.

3) *[Inscription au registre international et notification du Bureau international]* Sous réserve que la notification mentionnée à l'alinéa 1) soit adressée par l'administration compétente au Bureau international avant la date indiquée à l'alinéa 1)iv), le Bureau international inscrit cette notification au registre international avec les données qui y figurent et communique une copie de cette notification à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ainsi qu'à l'administration compétente de la partie contractante d'origine.

Règle 15

Modifications

1) *[Modifications admises]* Les modifications ci-après peuvent être inscrites au registre international :

- i) adjonction ou suppression d'un ou de plusieurs bénéficiaires;
- ii) modification du nom ou de l'adresse des bénéficiaires ou de la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de l'Acte de Genève;
- iii) modification des limites de l'aire géographique de production ou de l'aire géographique d'origine du ou des produits auxquels s'applique l'appellation d'origine ou l'indication géographique;
- iv) modification relative à l'acte législatif ou réglementaire, à la décision judiciaire ou administrative ou à l'enregistrement visés à la règle 5.2)a)vii);
- v) modification relative à la partie contractante d'origine n'affectant pas l'aire géographique de production ou l'aire géographique d'origine du ou des produits auxquels s'applique l'appellation d'origine ou l'indication géographique;
- vi) modification au titre de la règle 16.

2) *[Procédure]* a) Toute demande d'inscription d'une modification visée à l'alinéa 1) doit être présentée au Bureau international et signée par l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, par les bénéficiaires ou par la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte et doit être accompagnée de la taxe prescrite à la règle 8.

b) Toute demande d'inscription d'une modification visée à l'alinéa 1) doit, lorsqu'elle concerne une aire géographique de production ou une aire géographique d'origine transfrontalière nouvellement établie visée à l'article 1.xiii) de l'Acte de Genève, être présentée au Bureau international et signée par l'administration compétente désignée en commun visée à l'article 5.4) de l'Acte de Genève.

3) *[Inscription au registre international et notification aux administrations compétentes]* Le Bureau international inscrit au registre international toute modification demandée conformément aux alinéas 1) et 2), avec une indication de la date de réception de la demande par le Bureau international, confirme l'inscription à l'administration compétente qui a demandé la modification et communique cette modification aux administrations compétentes des autres parties contractantes.

4) *[Autre procédure facultative pour les enregistrements internationaux effectués en vertu de l'Acte de Genève]* Dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, les alinéas 1) à 3) s'appliquent *mutatis mutandis*, étant entendu qu'une demande présentée par les bénéficiaires ou par la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de l'Acte de Genève doit indiquer que le changement est requis du fait d'un changement correspondant apporté à l'enregistrement, à l'acte législatif ou réglementaire ou à la décision judiciaire ou administrative en vertu duquel la protection avait été accordée à l'appellation d'origine ou à l'indication géographique dans la partie contractante d'origine qui a fait une déclaration selon l'article 5.3) de l'Acte de Genève; et que l'inscription de cette modification au registre international doit être confirmée aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale concernés par le Bureau international, qui informe aussi l'administration compétente de la partie contractante d'origine qui a fait une déclaration selon l'article 5.3) de l'Acte de Genève.

Règle 16

Renonciation à la protection

1) *[Notification au Bureau international]* L'administration compétente de la partie contractante d'origine, ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, les bénéficiaires ou la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ou l'administration compétente de la partie contractante d'origine, peuvent en tout temps notifier au Bureau international qu'il est renoncé, totalement ou partiellement, à la protection de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique dans une ou plusieurs, mais non dans la totalité, des parties contractantes. La notification d'une renonciation à la protection doit indiquer le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique, et être signée par l'administration compétente ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, par les bénéficiaires ou par la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte.

2) *[Retrait d'une renonciation]* a) Toute renonciation, y compris une renonciation selon la règle 6.1)d), peut être retirée, totalement ou partiellement, en tout temps par l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, par les bénéficiaires ou par la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ou par l'administration compétente de la partie contractante d'origine, sous réserve du paiement de la taxe de modification et, dans le cas d'une renonciation selon la règle 6.1)d), de la correction de l'irrégularité.

b) Sous réserve de l'article 6.5)b) de l'Acte de Genève, dans chaque partie contractante dans laquelle une renonciation produit des effets, une appellation d'origine ou indication géographique enregistrée est protégée à compter de la date à laquelle :

- i) le retrait de la renonciation est reçu par le Bureau international dans le cas d'une renonciation visée à l'alinéa 1); et
- ii) la correction de l'irrégularité est reçue par le Bureau international dans le cas d'une renonciation visée à la règle 6.1)d).

3) *[Inscription au registre international et notification aux administrations compétentes]* Le Bureau international inscrit au registre international toute renonciation à la protection visée à l'alinéa 1) ou tout retrait d'une renonciation visé à l'alinéa 2), confirme l'inscription à l'administration compétente de la partie contractante d'origine et, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale, en informant aussi l'administration compétente de la partie contractante d'origine, et communique l'inscription de cette modification au registre international à l'administration compétente de chaque partie contractante à laquelle cette renonciation, ou le retrait de cette renonciation, se rapporte.

4) *[Application des règles 9 à 12]* L'administration compétente d'une partie contractante qui reçoit une notification du retrait d'une renonciation peut notifier au Bureau international le refus des effets de l'enregistrement international sur son territoire. Cette déclaration doit être adressée au Bureau international par ladite administration compétente dans un délai d'une année à compter de la date de réception de la notification du Bureau international relative au retrait de la renonciation. Les règles 9 à 12 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Règle 17

Radiation de l'enregistrement international

1) *[Demande de radiation]* L'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, les bénéficiaires ou la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte ou l'administration compétente de la partie contractante d'origine, peuvent en tout temps demander au Bureau international la radiation de leur enregistrement international. La demande de radiation doit indiquer le numéro de l'enregistrement international concerné, accompagné, de préférence, d'une autre indication permettant de confirmer l'identité de l'enregistrement international, telle que la dénomination constituant l'appellation d'origine ou l'indication constituant l'indication géographique, et être signée par l'administration compétente ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, par les bénéficiaires ou par la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte.

2) *[Inscription au registre international et notification aux administrations compétentes]* Le Bureau international inscrit au registre international la radiation avec les données figurant dans la demande, confirme l'inscription à l'administration compétente de la partie contractante d'origine ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte, en informant aussi l'administration compétente de la partie contractante d'origine, et communique la radiation aux administrations compétentes des autres parties contractantes.

Règle 18

Rectifications apportées au registre international

1) *[Procédure]* Si le Bureau international, agissant d'office ou sur demande de l'administration compétente de la partie contractante d'origine, considère que le registre international contient une erreur relative à un enregistrement international, il corrige le registre en conséquence.

2) *[Autre procédure facultative pour les enregistrements internationaux effectués en vertu de l'Acte de Genève]* Dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, la demande mentionnée à l'alinéa 1) peut aussi être présentée par les bénéficiaires ou par la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte. Le Bureau international notifie à ces bénéficiaires ou à cette personne physique ou morale toute rectification concernant l'enregistrement international.

3) *[Notification de la rectification aux administrations compétentes]* Le Bureau international notifie la rectification apportée au registre international à l'administration compétente de chaque partie contractante ainsi que, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte.

4) *[Application des règles 9 à 12]* Lorsque la rectification d'une erreur concerne l'appellation d'origine ou l'indication géographique, ou le ou les produits auxquels s'applique l'appellation d'origine ou l'indication géographique, l'administration compétente d'une partie contractante a le droit de déclarer qu'elle ne peut assurer la protection de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique après rectification. Cette déclaration doit être adressée au Bureau international par ladite administration compétente dans un délai d'une année à compter de la date de réception de la notification du Bureau international relative à la rectification. Les règles 9 à 12 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Chapitre IV

Dispositions diverses

Règle 19

Publication

Le Bureau international publie toutes les inscriptions faites au registre international.

Règle 20

Extraits du registre international et autres renseignements fournis par le Bureau international

1) *[Renseignements sur le contenu du registre international]* Des extraits du registre international ou tout autre renseignement sur le contenu de ce registre sont fournis par le Bureau international à toute personne qui lui en fait la demande, contre paiement de la taxe prescrite à la règle 8.

2) *[Communication des dispositions, des décisions ou de l'enregistrement en vertu desquels l'appellation d'origine ou l'indication géographique est protégée]* a) Toute personne peut demander au Bureau international une copie en langue originale des dispositions, des décisions ou de l'enregistrement visés à la règle 5.2)a)vii), contre paiement de la taxe prescrite à la règle 8.

b) Pour autant que ces documents aient déjà été communiqués au Bureau international, celui-ci en transmet sans délai une copie à la personne qui lui en a fait la demande.

c) Si ces documents n'ont jamais été communiqués au Bureau international, celui-ci en demande copie à l'administration compétente de la partie contractante d'origine et les transmet, dès réception, à la personne qui lui en a fait la demande.

Règle 21 Signature

Lorsque la signature d'une administration compétente est requise en vertu du présent règlement d'exécution, cette signature peut être imprimée ou être remplacée par l'apposition d'un fac-similé ou d'un sceau officiel.

Règle 22 Date d'envoi de diverses communications

Lorsque les notifications visées aux règles 9.1), 14.1), 16.4) et 18.4) sont adressées par l'intermédiaire d'un service postal, la date d'envoi est déterminée par le cachet de la poste. Si le cachet de la poste est illisible ou s'il fait défaut, le Bureau international traite la communication concernée comme si elle avait été adressée 20 jours avant la date à laquelle il l'a reçue. Lorsque lesdites notifications sont adressées par l'intermédiaire d'une entreprise d'acheminement du courrier, la date d'envoi est déterminée par l'indication fournie par cette entreprise sur la base des données qu'elle a enregistrées concernant l'envoi. Ces notifications peuvent également être adressées par télécopieur ou par la voie électronique, comme indiqué dans les instructions administratives.

Règle 23 Modes de notification par le Bureau international

Toute notification du Bureau international visée dans le présent règlement d'exécution est adressée aux administrations compétentes ou, dans le cas visé à l'article 5.3) de l'Acte de Genève, aux bénéficiaires ou à la personne physique ou morale visée à l'article 5.2)ii) de cet Acte par tout moyen permettant au Bureau international d'établir que la notification a été reçue.

Règle 24 Instructions administratives

- 1) *[Établissement d'instructions administratives; matières traitées]* a) Le Directeur général établit des instructions administratives et peut les modifier. Avant d'établir ou de modifier les instructions administratives, le Directeur général consulte les administrations compétentes des parties contractantes qui sont directement intéressées par les instructions administratives ou les modifications proposées.
b) Les instructions administratives traitent des questions pour lesquelles le présent règlement d'exécution renvoie expressément auxdites instructions et des détails relatifs à l'application du présent règlement d'exécution.
- 2) *[Supervision par l'Assemblée]* L'Assemblée peut inviter le Directeur général à modifier toute disposition des instructions administratives et le Directeur général donne suite à cette invitation.
- 3) *[Publication et entrée en vigueur]* a) Les instructions administratives et toute modification qui leur est apportée sont publiées.
b) Chaque publication précise la date à laquelle les dispositions publiées entrent en vigueur. Les dates peuvent être différentes pour des dispositions différentes, étant entendu qu'aucune disposition ne peut entrer en vigueur avant sa publication.

4) *[Divergence entre les instructions administratives et l'Acte ou le présent règlement d'exécution]* En cas de divergence entre une disposition des instructions administratives, d'une part, et une disposition de l'Acte ou du présent règlement d'exécution, d'autre part, c'est cette dernière qui prime.

Règle 25

Entrée en vigueur; dispositions transitoires

1) *[Entrée en vigueur]* Le présent règlement d'exécution entre en vigueur le *[la date d'entrée en vigueur du présent règlement d'exécution coïncidera avec l'entrée en vigueur de l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques³]* et remplace, à compter de cette date, le règlement d'exécution de l'Acte de 1967 concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international en vigueur au 1^{er} janvier 2016 (ci-après dénommé "règlement d'exécution de l'Arrangement").

2) *[Dispositions transitoires]* Nonobstant l'alinéa 1),

i) toute demande régie par l'Acte de 1967 qui a été reçue par le Bureau international avant la date visée à l'alinéa 1) est réputée, dans la mesure où elle satisfait aux exigences du règlement d'exécution de l'Acte de 1967, satisfaire aux conditions applicables aux fins de la règle 7;

ii) toute communication de refus, retrait de refus, déclaration d'octroi de la protection, notification d'invalidation des effets d'un enregistrement international dans une partie contractante, période de transition accordée à des tiers, modification, renonciation à la protection ou radiation d'un enregistrement international effectué en vertu de l'Acte de 1967 qui a été reçu par le Bureau international avant la date visée à l'alinéa 1) est réputé, dans la mesure où il satisfait aux exigences du règlement d'exécution de l'Acte de 1967, satisfaire aux conditions applicables aux fins des règles 9.3), 11.3), 12.3), 13.2), 14.3), 15.3), 16.3) et 17.2), respectivement.

[Fin de l'annexe et du document]

³ Voir la décision de l'Assemblée de l'Union de Lisbonne figurant dans le document LI/A/34/4.